

Compte rendu de la séance publique du 17 octobre 2010 ✉ contact@amis-de-montlucon.com
www.amis-de-montlucon.com

LE GÉNÉRAL ALPHONSE GEORGES, UN DESTIN INACHEVÉ

Une centaine de personnes est venue assister à la conférence du lieutenant-colonel Max Schiavon sur « Le général Georges, un destin inachevé ». Le conférencier, docteur en histoire, est un spécialiste de la période 1939-1940, chef de la division études, enseignement et recherche du Service historique de la Défense sis au château de Vincennes. Il s'est penché sur la biographie de ce général, qui fut le numéro deux de l'armée française lors de la Seconde guerre mondiale, grâce aux archives personnelles de ce militaire et aux archives privées confiées par sa famille car il a retrouvé toute sa descendance. Cette biographie inédite et passionnante est celle d'une vie exceptionnelle.



Le général Georges est né le 20 août 1875 dans une modeste famille ouvrière du quartier des Nicauds à Montluçon. Son père, Annet, forgeron à l'usine Saint-Jacques et fervent républicain progressiste, propageait ses idées. Annet était marié à Virginie Lacour. Ils eurent huit filles, dont trois moururent en bas âge, et un seul fils, Alphonse, cadet de cinq sœurs, tous élevés dans l'amour de la Patrie. Celles-ci firent toutes de bonnes études : deux furent normaliennes et une institutrice.

Ce sont probablement les idées du père qui firent déménager la famille à Vierzon où Annet travaille alors comme contremaître dans une verrerie. Alphonse fréquente

l'école communale où il est systématiquement le premier, puis il entre comme boursier au collège de Saint-Amand-Montrond de 1885 à 1890, toujours premier. À seize ans il passe son baccalauréat à Bourges avec la mention « Très bien ». Il intègre ensuite, durant deux ans, le lycée Lakanal à Sceaux. En 1895 il entre à Saint-Cyr par concours, 12^e sur 548 admis, et il en sort 3^e sur 539.

Dès lors commence pour lui, homme de devoir, rigoureux et travailleur, une vie militaire exemplaire au service de la République et c'est un demi-siècle de l'histoire de France, jusqu'en 1945, que le conférencier va décrire avec bonheur dans son contexte historique et humain.

Sortant sous-lieutenant de Saint-Cyr en 1897, il choisit son affectation dans un corps d'élite, celui du 1^{er} régiment de Tirailleurs du 19^e corps d'armée en Algérie où il restera jusqu'en 1905. Il participe à plusieurs opérations dans les colonnes à la conquête des territoires du Sud et du Sahara. Dans l'une d'elles, la colonne se rendra (en marchant bien sûr) d'Alger jusqu'à El Goléa à près de 1 000 km. De là, en 1901, il est chargé d'assurer, à 200 km, la relève et le ravitaillement du fort Mac-Mahon, suivi d'une caravane de quelque 800 chameaux. Il prend le commandement du fort Mac-Mahon qui possède un effectif de cinquante tirailleurs et une trentaine de méharistes de liaison. De retour, quelques mois après, à El Goléa, il est affecté au fort de Miribel et s'y rend seul avec son ordonnance, effectuant les 200 km à pied en plein désert. Il y reste cinq mois pendant lesquels il apprend à parler l'arabe et à monter à méhari.

À noter sur votre agenda...

Vendredi 12 novembre, 20 h 30

Salle Salicis

Patrick DEFAIX :

- *Bacs et passeurs sur le Cher
dans le département de l'Allier*

Vendredi 10 décembre, 20 h 30

Salle Salicis

Assemblée générale annuelle

Anne-Valérie SOLIGNAT :

- *La noblesse bourbonnaise à l'épreuve
des guerres de religions : entre
pouvoir local et fidélité religieuse*

NOUVEAU ! Les 25 bulletins de la première série (1912-1924) ont été numérisés (représentant environ 800 pages). Le CD est en vente (pour les adhérents) au prix de 10 € + 4 € de port.

Après quatorze mois passés dans le Sahara sans bénéficier d'une permission, il passe trois mois à Cherchell, et c'est là qu'il se marie. En novembre 1902, après enquête des autorités militaires, il épouse la fille d'un administrateur colonial, sous-directeur des haras de Sidi Tabet en Tunisie, Madeleine Martin d'Angers avec laquelle il aura cinq enfants ; le premier naîtra à Cherchell. En 1905, de retour en France après un stage dans la cavalerie des Chasseurs d'Afrique, il intègre l'école de Guerre où il obtient son brevet d'état-major, reçu 3^e sur 80. Capitaine en 1907, il rejoint l'état-major du gouverneur militaire de Paris, puis devient l'officier d'ordonnance du général Picquart qui est ministre de la Guerre du ministère Clémenceau. Il y reste 22 mois. En 1909 il reçoit la Légion d'honneur et également la médaille de l'ordre du Mérite agricole pour avoir fait pousser des salades au Sahara.

En 1910, juste après la naissance de son troisième enfant, il est nommé au 2^e régiment de Tirailleurs algériens, commandant de la 15^e compagnie avec laquelle il participe à la pacification du Maroc, sous les ordres de Liautey, et aux combats de la Moulouya contre les rebelles Beni Bou Yahi. Sa conduite lui vaut le tutoiement de Liautey et une citation. En 1912 il est chargé de rédiger un rapport sur un mode de recrutement des indigènes algériens qui sera appliqué jusqu'en 1950. Ce rapport, pour lequel il reçut les félicitations de Millerand, le ministre de la Guerre, permit l'incorporation des Nord-Africains dans les guerres de la France, ce que personne auparavant n'avait pu réaliser. Puis, avec le général de Castelnau, il va préparer la mobilisation de millions d'hommes.

Le conférencier entre alors dans les sombres arcanes de la politique instable de l'avant-guerre. En 1913, reconnu pour sa valeur, Alphonse Georges est rappelé à Paris pour faire partie du 1^{er} bureau de Joffre et du général de Castelnau. En 1914 il est à l'état-major de la 2^e armée. Dans la guerre, en Lorraine, chef de bataillon, il est gravement blessé le 11 septembre, fauché par trois éclats d'obus, à la main, au bras et surtout au genou. Il est évacué à l'hôpital militaire de Dijon, puis il passera sa convalescence à Quimperlé où sa femme et ses enfants sont réfugiés chez l'une de ses sœurs qui y réside et où son père, Annet, décédera un an plus tard.

Affecté ensuite au 1^{er} bureau de l'état-major, il est promu lieutenant-colonel en 1916 et sous-chef d'état-major des armées d'Orient à Salonique, en Grèce.

Max Schiavon, le conférencier, évoque alors l'imbrroglio des Balkans où depuis des années s'affrontent entre eux Grecs, Turcs, Bulgares, Serbes et Croates d'une part et leur coopération avec les Alliés d'autre part, sans compter, par ailleurs, l'ambiguïté du général Sarrail qui commande les troupes françaises arrivées en 1915. L'action d'Alphonse Georges y fut très positive. Ayant rendu de grands services à l'armée britannique, celle-ci le fit *Compagnon de l'ordre du Bain*. De même il devint l'ami du prince Alexandre de Yougoslavie. Rappelé en France, il assure d'abord diverses missions à son retour, puis il retrouve le prince sur le front macédonien. C'est là que celui-ci décroche la croix de Salva de son uniforme pour l'épingler sur celui d'Alphonse Georges.

Au printemps 1917 il est affecté à un poste prestigieux, celui de chef du 3^e bureau du Théâtre des opérations extérieures (TOE) où il est chargé de préparer les opérations militaires hors de la métropole. À la demande du sénateur

Charles Jonnart, désigné haut-commissaire des puissances protectrices à la conférence de Londres, en mai 1917, il accomplit avec celui-ci une mission en Grèce pour définir la forme du gouvernement de ce pays après la déposition du roi Constantin. Pour réaliser cette déposition, il conçoit un débarquement de 13 300 soldats français du corps expéditionnaire, au Pirée, à Athènes et sur l'isthme de Corinthe pour couper la route aux troupes grecques du Péloponnèse. Les bateaux de guerre français prennent position pour tirer sur Athènes si le roi n'accepte pas. Mais celui-ci, qui entretenait des relations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, abdique en faveur de son fils et se réfugie en Suisse. Alphonse Georges, dont la mission a pacifiquement réussi, reste ensuite un certain temps pour aider le nouveau premier ministre grec. Le sénateur Jonnart lui demande d'établir son rapport et envoie une lettre en octobre 1917 au président du conseil Paul Painlevé. C'est alors que le lieutenant-colonel Georges est cité à l'ordre de l'armée et qu'à la fin du mois de décembre, à 43 ans, il est promu colonel. À l'issue de cette guerre il avait confirmé ses capacités dans tous les domaines, ayant mené partout à bien ses nombreuses missions et travaillé en bonne intelligence avec tous les grands chefs militaires. Surtout avec Foch avec qui il participa à la revue du 14 juillet et qui lui remit la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

Ensuite, en juin 1920, suite à la lettre qu'il a écrite à Clémenceau en ce sens, il est nommé conseiller militaire à Athènes. Il y reste trois mois. En 1921 il est envoyé à Londres pour le règlement de la question d'Orient, puis il est chargé pendant deux ans du commandement du 6^e régiment de Tirailleurs marocains à Spire, en Allemagne, où sa famille le suit. Il rejoint ensuite Düsseldorf, comme directeur du secrétariat des affaires techniques, pour organiser l'occupation de la Ruhr avec le général Degoutte. Il réussit dans sa mission à faire redémarrer les activités économiques et administratives. Début 1924 il est promu général de brigade affecté au conseil supérieur de la guerre comme chef d'état-major de ce général. Il y gagne sa 3^e étoile de général de division en juillet 1925.

Depuis plusieurs mois, Liautey, Résident général du Maroc, fait face aux rebelles et réclame du renfort, et c'est le maréchal Pétain qui est chargé des opérations militaires dans le Rif. Il demande comme chef d'état-major Georges qui établit un plan pour le printemps 1926. Son offensive réussit : le 25 mars Abd el Krim se rend et il sera exilé à La Réunion. Le général Georges fait ensuite un stage au centre d'études militaires (CHEM) dirigé par le général Weygand, puis retourne au conseil supérieur de la guerre. En septembre 1928 il prend le commandement de la division d'Alger mais il la quitte pour devenir chef de cabinet du ministre de la Guerre, André Maginot. Il retrouvera le 19^e corps et sa famille à Alger en février 1931 et le quittera en avril 1933 car, entre-temps, il a été promu général d'armée au conseil supérieur de l'armée, au poste d'inspecteur général des troupes d'Algérie, de Tunisie et du Levant.

Le 9 octobre 1934, il se trouve impliqué dans un drame national, à Marseille : l'assassinat, par un nationaliste croate, du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie, (qu'il avait connu en Grèce) venu en visite officielle en France. Le souverain est accueilli par le général et le ministre des Affaires étrangères Louis Barthou, mais la sécurité est fort mal assurée. L'assassin tire sur le roi et également sur le général, assis à son côté, qui sera très grièvement blessé. Le

Un Anglais, le field-marshal Alanbrooke se souvient d'un Montluçonnais, le général Georges

« L'Espoir change de camp ». Sous ce titre le Field Marshal Viscount Alanbrooke vient de publier ses carnets de guerre.

Hommes d'Etats, généraux vainqueurs et vaincus, y apparaissent au fil des événements en cette période qui en connut beaucoup : la drôle de guerre.

Jean-Charles Varennes, qui le commente ici pour nos lecteurs, a trouvé un triple intérêt à cet ouvrage : « d'abord la part faite à notre compatriote et concitoyen, le général Georges, ensuite l'évocation, vue par la tête, d'une période que nous avons vécue puis enfin, une relation précise des actes d'un des principaux responsables du retournement d'une situation que l'on aurait pu croire irréversible. »



Titre d'un article de presse paru en mars 1959 dans *Le Centre républicain* et consacré au général Alphonse Georges.

ministre Barthou est alors tué par un policier français dans l'affolement qui suit. Alphonse Georges, officiellement déclaré mort dans un premier temps, restera quatre semaines à l'hôpital, fera plusieurs mois de convalescence et gardera toute sa vie un gant sur sa main gauche. En février 1935 il est nommé major général des armées.

Le général Weygand, atteint par la limite d'âge, devait prendre sa retraite. Pétain et Foch envisageaient de le remplacer par le général Georges, mais le général Gamelin, plus âgé, par ailleurs brillant militaire, trouve que Georges lui fait de l'ombre et intervient auprès d'Édouard Daladier, président du conseil avec qui il a d'étroites relations, pour être nommé à ce poste essentiel. Ce qui fut fait et le général Georges devint son second, à l'étonnement de la plupart des quinze maréchaux et généraux du conseil supérieur de la guerre qui n'ont pas confiance en Gamelin, alors que Georges, officier modèle, droit, franc, loyal, apolitique, simple et charismatique, est vénéré par ses subordonnés et a l'estime de l'armée. Gamelin le marginalisera en le cantonnant dans un poste de chargé de mission et Georges n'aura plus d'autorité sur l'état-major de l'armée !

En 1936, le maréchal Pétain lui remit aux Invalides les insignes de grand croix de la Légion d'honneur.

Le conférencier, grâce aux lettres que le général a écrites à ses sœurs et pieusement conservées dans les archives familiales¹, peut témoigner de ses critiques sur la carence des militaires et des politiques car rien ne va plus dans l'avant-guerre déliquescence de la III^e République qui n'est pas préparée à faire face au danger qui se précise. Les plans stratégiques sont insuffisants et les effectifs sont trop faibles. Il faudrait prendre conscience de l'importance des risques d'une percée blindée des Allemands et il est partisan d'une motorisation accrue de l'armée et préconise plus de tanks et d'avions. Mais rien ne bouge.

Le 2 juillet 1939 un décret lui confère le titre officiel d'adjoint en chef d'état-major, mais sans lui accorder plus de pouvoir effectif. Du 14 au 16 août 1939, il accompagne Churchill qui vient à titre personnel visiter la ligne Maginot pendant trois jours. Les deux hommes s'estiment et ils ont les mêmes points de vue.

1 - le général Georges avait fait enterrer ses archives dans deux cantines. Elles renfermaient des milliers de documents auxquels a eu accès le conférencier.

Le 1^{er} septembre 1939 l'Allemagne attaque la Pologne ; la France et le Royaume-Uni lui déclarent la guerre le 3 septembre.

Le G.Q.G. (grand quartier général) est installé à La Ferté-sous-Jouarre où quatre théâtres d'opérations sont créés. Le général Georges y restera quatre mois avant d'être nommé par le général Gamelin, le 8 décembre, commandant en chef du front nord-est. Gamelin lui demande de transmettre au G.Q.G. toutes les questions logistiques, éclatement qui sera l'une des causes de la défaite six mois plus tard. Il obéit aux ordres mais il n'a plus « *la latitude ni les moyens nécessaires pour résoudre rapidement, en toute indépendance, les problèmes de chaque jour* ». Quand les Allemands déclenchent leur grande offensive il ne peut qu'appliquer un plan qu'il n'a pas conçu et auquel il s'est opposé. Gamelin le prive toujours des collaborateurs qu'il s'était choisis... Et après la débâcle, il fera porter le chapeau à Georges...

Le conférencier commente alors les détails des jours suivants, les manœuvres des troupes françaises et allemandes, la rapidité des déplacements de la Wehrmacht, la brèche de Sedan, la traversée de la Meuse, la capture du général Giraud... À l'évidence l'armée française n'était pas en mesure de réunir ses grandes unités, pour la plupart hippomobiles, afin de mener une contre-attaque opérationnelle. De mauvaises nouvelles en mauvaises nouvelles, le général Georges, surmené, est seul à assurer les énormes responsabilités jusqu'au rappel du généralissime Weygand qui prend sa place le 19 mai 1940. Seul il pouvait encore, pour le nouveau président du conseil Paul Reynaud, rétablir la situation avant l'effondrement.

Max Schiavon suit encore le général Georges dans ses multiples contacts pour discuter de la conduite à venir, ses entretiens, ses inspections avec les généraux au cours de la fin du mois de mai et du début de juin.

Malgré de durs combats, la bataille de la Somme est perdue le 8 juin 1940 et la 10^e armée est coupée en deux. Georges fait prévenir sa femme, à Fontainebleau, de partir pour le Sud. Un conseil suprême des Alliés a lieu le 11 juin, où figurent Churchill, Eden, Spears et le général Ismal. Côté français, on trouve Reynaud, Pétain, Weygand et De Gaulle, le nouveau secrétaire d'État à la

Défense nationale et à la Guerre. Le lendemain, devant le conseil des ministres, Weygand expose la situation et demande « *que l'adversaire soit interrogé sans retard sur les conditions d'un armistice* »

Le 13 juin, les armées françaises se replient en combattant. Le 14, la retraite se poursuit et les Allemands entrent dans Paris. Le 15, le front n'existe plus. Le général Georges réunit les grands chefs des groupes armés qui, tous, estiment qu'il est temps d'arrêter les hostilités. Le 16 juin les Allemands sont à Orléans, La Charité, Dijon et Besançon. Georges déménage son QG à Montauban en *Micheline* car l'armée allemande avance : le 19 à Lyon et Gannat, le 21 à Clermont-Ferrand, le 22 à la Rochelle et Poitiers. Quelques minutes après la signature de l'armistice par le général Huntziger, ministre de la Défense, le général Georges rédige l'*Ordre général n° 23* du 25 juin à 0 h 35. Les jours suivants il se rend en différents lieux du sud-ouest pour passer en revue ce qu'il reste des armées retraitées. Le 1^{er} juillet tous les commandements sont supprimés. Weygand demande à Georges de faire un rapport sur les opérations du 10 mai au 20 juin 1940 (rapport qui fait 268 pages), et il est chargé de réorganiser les unités, la mutation du personnel et la distribution des décorations. Il regroupe sa famille à Chambéry pour la durée de la guerre. Mais son action militaire ne s'arrête pas là car, toujours présent et actif, il entre dans la clandestinité. Ses contacts sont nombreux bien qu'il ait quitté le service actif en 1941 et 1942. Il retrouve le général Giraud qui s'était évadé de Königstein. Jugeant Pétain trop vieux pour gouverner, et la situation déplorable à Vichy où se trouve l'état-major de l'armée, il s'y rend le 12 novembre 1942. Il est reçu par Weygand de passage, puis par Pétain à qui il demande de partir en Algérie afin d'y « *grouper les volontés françaises* » ce qui ébranle le maréchal. Mais le général De la Porte du Theil, chef des chantiers de jeunesse, présent à l'entretien, pense au contraire qu'il doit rester puisqu'il a fait don de sa personne à la France. Indécis, Pétain suit ce dernier conseil. Le 9 mars 1943, Georges rencontre encore Pétain qui lui dit que les Allemands veulent l'arrêter. Giraud de son côté insiste pour qu'il le rejoigne en Algérie et Churchill lui demande de se rendre à Londres. Pour le sortir de France celui-ci demande au *Secret Intelligence Service* de concevoir l'opération *Tulipe*. Et c'est en avion, un Lockheed Hudson posé sur le causse Méjean en Lozère, que Georges, avec cinq autres passagers, rejoint en fait l'Algérie où l'attendait un télégramme de Churchill. C'était le 20 mai 1943, les Américains y avaient débarqué six mois plus tôt, et Giraud y était arrivé dans un sous-marin anglais. Il était chargé du commandement civil et militaire. Il rencontra pour la première fois De Gaulle à Casablanca en juillet 1943. Celui-ci refusa le triumvirat envisagé : Giraud, Georges et De Gaulle. Pour lui Georges représentait la défaite. De son côté Georges jugeait De Gaulle hautain, méprisant et quelque peu dictateur. Entre eux la dissension était forte. Malgré tout, le 3 juin, ils arrivent à créer le Comité français de libération nationale, le CFLN, mais les discussions resteront orageuses entre les Giraudistes et les Gaullistes. De Gaulle mettait toujours en avant dans ses discours les responsables de l'armistice, alors que lui-même avait assisté au comité du 11 juin 1940 sans faire de propositions...

Le 6 novembre 1943, De Gaulle remet en cause l'organisation des pouvoirs, voulant en être le seul chef à la tête, tandis que Georges voulait qu'elle soit bicéphale.

Alors Georges se retire dignement, tout comme Giraud plus tard quand le chef du CFLN, De Gaulle, devient chef des armées. « *La passion et la politique avaient gagné sur les faits et la raison* ».

Le 15 novembre, Georges est invité par Churchill à monter à bord, seul, sur un croiseur de bataille qui fait escale à Alger. En août 1945 il est témoin au procès de Pétain qu'il avait soutenu jusqu'en novembre 1942. En octobre 1950 il se rend en Allemagne, à l'invitation De Lattre de Tassigny, son ancien subordonné, pour assister à un défilé militaire.

Début 1951 sa santé décline et il meurt au Val-de-Grâce le 24 avril. De Gaulle vient s'incliner sur sa dépouille et les obsèques officielles ont lieu le 28 avril, devant de très nombreuses autorités. Plus tard, Churchill viendra déposer une gerbe sur sa tombe au cimetière de Saint-Cloud.

Le conférencier, le lieutenant-colonel Schiavon, donne sa conclusion sur cet homme d'exception :

« *Qu'est-ce qui caractérise cet homme surdoué ? Alphonse Georges a eu la chance de servir à proximité de grands chefs durant toute sa carrière, c'est un brillant second mais il commande également brillamment sa compagnie, son régiment, sa division, son corps d'armée.*

« *C'est un homme de devoir, rigoureux, travailleur équilibré et lucide ayant beaucoup de discernement. Il bénéficie d'une aura inégalée, c'est un chef charismatique. Sur le plan privé c'est un croyant « à minima », alors que beaucoup de ses collègues sont des catholiques fervents. Il dit même un jour : « Alors qu'il pleuvait je suis allé à la messe ; comme cela, j'étais à l'abri ».*

« *Il n'appartient à aucune chapelle ; il se fait ses idées lui-même, c'est un homme de centre, centre-droit. Il faut reconnaître qu'il a aussi des défauts : il est resté trop empêtré dans les problèmes quotidiens, il a manqué de hauteur, il est un pur produit du système militaire de l'époque, discipliné, respectueux de l'ordre établi, certainement trop... Lyautey disait : « l'obéissance n'est pas la même chose pour un caporal que pour un général », voulant dire par là que lorsque le général se rend compte que ça va vraiment mal, il faut qu'il aille voir le responsable politique. Alors, soit il démissionne, soit il pèse de tout son poids ».*

« *C'était donc sûrement plus un grand chef d'état-major qu'un stratège visionnaire. Pour autant on regrette que le général Georges n'ait pas pu commander l'armée française en 1939-1940. Sans doute n'aurait-il pas pu inverser le cours des événements, mais on a le sentiment que, si il avait dirigé, la catastrophe n'aurait pas atteint cette dimension. »*

Et les *Amis de Montluçon* d'applaudir avec force cette brillante conférence. Merci au lieutenant-colonel Schiavon d'avoir réhabilité l'aura de ce natif de Montluçon. S'il n'y a pas vécu, il fut quand même un Bourbonnais de sang puisque M. Pierre Denis, de Montvicq, présent à la conférence, a fait sa généalogie : depuis 1700, ses aïeux étaient tous natifs de Chappes, Murat, Saint-Marcel-en-Murat, Saint-Priest-en-Murat et Vernusse.

Maurice Malleret

Le lieutenant-colonel Max Schiavon a publié la biographie du général Alphonse Georges aux éditions Anovi, Le Chaufour, 37220, Parçay-sur-Vienne, sous le titre : *Le général Alphonse Georges, un destin inachevé.*